

L'Amérique latine à la croisée des chemins

François Reman et Xavier Dupret

L'Amérique latine a-t-elle loupé l'opportunité de réaliser le grand bond en avant que bien des commentateurs lui prédisaient il y a quelques années ? Avec l'enracinement de la paix et de la démocratie, une conjoncture économique favorable et des politiques publiques volontaristes, la trajectoire des pays d'Amérique latine ne pouvait apparemment que les rapprocher des pays d'Europe occidentale et d'Amérique du Nord. Ce mouvement de convergence se manifestait tant sur le plan politique, avec la montée de la démocratie représentative et le respect grandissant des droits de l'homme, qu'économique avec la création du Mercosur (calqué en partie sur le modèle du marché commun européen). La croissance des PIB d'un certain nombre de pays de la région, depuis le milieu des années 2000, incitait également à l'optimisme.

L'hypothèse de départ qui servira de fil conducteur à ce dossier postule qu'une rupture est intervenue dans cette trajectoire. Cette remise en cause témoigne de l'épuisement en dernière instance d'un modèle de gouvernance ainsi que d'une crise de la représentation politique que les gouvernements progressistes n'ont pas été en mesure d'anticiper quand ils ne l'ont pas alimen-

tée par des pratiques népotistes et clientélistes. Les gauches au pouvoir ont, en effet, perdu de nombreux scrutins (élections présidentielles en Argentine, Chili et Colombie, législatives au Venezuela, référendum en Bolivie). Au Brésil, Dilma Rousseff a été évincée du pouvoir à la suite d'une procédure de destitution qui maquille à peine ce qu'il faut à l'évidence qualifier de coup d'État institutionnel. Quant au Venezuela, il s'enfonce dans une crise économique, politique et humanitaire qui trouve ses causes, outre l'intransigeance du pouvoir en place et l'implacable opposition de Washington, dans l'effondrement des prix du pétrole, la principale source de revenus alimentant les politiques sociales mises en place par Hugo Chávez. Tout le continent est, en réalité, sonné par le choc de la baisse du cours des matières premières. Cette dégradation structurelle alimente des coupes claires dans les programmes de redistribution sociale et pose les bases d'un mécontentement grandissant.

La permanence au pouvoir des gouvernements de gauche, se caractérisant tous peu ou prou par une volonté de rupture avec le consensus de Washington des années 1980 et 1990 et à contrario par la réhabilitation du discours néo voire postkeynésien dans la

région¹, était diachroniquement en phase avec la hausse du cours des matières premières. Cette conjoncture a perduré jusqu'en 2014. Depuis, la baisse des cours a largement mis en évidence une primarisation et un statut périphérique des économies du sous-continent, aux antipodes d'un effet de rattrapage que la littérature spécialisée devinait, plus qu'elle ne discernait, *in illo tempore*. De surcroît, les économies locales ont surtout connu une augmentation de leurs PIB à partir des années 2000 après la décennie perdue des années 1990 marquées par l'application de plans d'ajustement structurels qui ont conduit à des crises économiques profondes. Il convient donc de relativiser la portée réelle de cette période de regain de la croissance. Ces crises constituent le cadre macroéconomique de fond de l'arrivée au pouvoir des gouvernements de centre gauche.

Si cet épuisement des pouvoirs de gauche n'est finalement pas surprenant et s'inscrit dans la fragilité structurelle de la région, résultant de la dépendance aux exportations de matières premières, la réémergence de pratiques autoritaires dans le chef de certains gouvernements ne cesse, par contre, d'inquiéter, qu'il s'agisse du contournement de l'Assemblée législative (aux mains de l'opposition) par Nicolás Maduro au Venezuela ou de l'écrasement de la contestation sociale (deux-cents morts en deux mois) au Nicaragua par le couple présidentiel Daniel Ortega-Rosario Murillo. Le « coup d'État parlementaire » contre Dilma Rousseff au Brésil démontre, pour sa part, une fragilisation des processus démocratiques commencés il y a de cela plus de trente ans. On

relèvera que des procédures similaires ont été entreprises, peut-être en guise de répétition générale, au Honduras en 2009 et au Paraguay en 2012.

Cette bifurcation politique est, sans nul doute, la conséquence des coups de force institutionnels émanant d'acteurs traditionnels qui n'acceptent pas que leur rente de situation et leurs privilèges économiques et sociaux se voient menacés, même (très) partiellement par des équipes finalement réformistes. En tout état de cause, un certain nombre de développements récents montrent une nette tendance au durcissement de la relation des autorités envers les mouvements sociaux. Les cas de Santiago Maldonado et de Milagro Sala (Argentine) sont encore peu connus en Europe occidentale. Ils témoignent clairement d'une volonté de l'actuel gouvernement argentin de durcir le ton avec les activistes militant au sein du mouvement des autochtones (principalement mapuches et quichuas) en lutte pour l'accès à la terre dans un contexte de montée du secteur minier.

Ce dossier intégrera ces constats et les posera en discussion. Le fil conducteur du débat consistera à remettre en question la notion d'émergence à la lumière de ces différents faits qu'il convient, bien entendu, d'interpréter en termes de rupture, mais aussi de continuité avec les politiques des gouvernements progressistes antérieurs qui ont récemment repassé la bride du char de l'État à des forces bien plus conservatrices.

C'est ainsi que le dossier s'ouvre par un article de Laurent Delcourt qui détaille les tenants et les aboutissants de la crise politique au Brésil, pays dont la situation est, avec le Venezuela, la plus préoccupante. L'auteur revient sur trois facteurs qui ont posé les fondements de cet état de choses. Il s'agit, en l'occurrence, de la rupture du pacte social mis en place par Lula, amplifiée par une crise

1| Sur le tournant à gauche en Amérique latine et la re-définition du rôle de l'État, voir les dossiers de *La Revue nouvelle*, « Amérique latine, Que tal? », n° 11, novembre 2006, <https://bit.ly/2HOc0i2> et « Amérique latine. Avatars de l'État démocratique », n° 12, décembre 2013, <https://bit.ly/2JEJnK9>.

économique, sociale et institutionnelle d'une exceptionnelle gravité sur fond de vague conservatrice. Cette dernière est révélatrice de la crise que traversent actuellement les gauches, sociales et politiques, laquelle correspond à un changement sociopolitique et culturel profond dans la société brésilienne. L'onde réactionnaire traversant, pour l'heure, la société brésilienne est incontestablement le signe d'une perte de contrôle du terrain des acteurs progressistes au profit de droites militantes se montrant, pour le coup, plus aptes à capter les ressentiments de la rue. En termes d'émancipation collective et individuelle, ce cycle politique ne permet guère un processus qui concrétiserait les promesses de pleine et entière accession des sociétés concernées à la modernité.

Mais la crise brésilienne s'insère dans une dynamique de changement que l'on observe dans d'autres pays. S'il est sans doute imprudent de parler de fin de cycle tant les réalités politiques diffèrent d'un pays à l'autre, Fernando Alvear Atlagich met en évidence les déficiences classiques de tous les gouvernements latino-américains, à savoir l'incapacité à transformer et diversifier la matrice productive. Cette limitation structurelle renforce le caractère d'économies dépendantes à l'égard des pays centraux et enferme les pays de la région dans un rôle de pourvoyeurs de matières premières qui importent en retour des biens manufacturés. L'auteur alimente sa réflexion par l'analyse minutieuse des dynamiques politiques des pays de la région.

Xavier Dupret approfondit la réflexion en présentant une analyse structurelle des évolutions économiques latino-américaines depuis l'an 2000 jusqu'à nos jours. L'auteur repère l'existence de deux cycles économiques distincts dans la région depuis une petite vingtaine d'années. Il identifie également deux

périodes contrastées pour ce qui est des taux de croissance. Ils sont étroitement corrélés à la croissance chinoise et donc à la demande pour les matières premières émanant de l'Empire du Milieu. Dès le départ, l'hypothèse de l'émergence s'avérait structurellement viciée puisque l'absence d'une dynamique consistante d'industrialisation enfermait l'Amérique (dite) latine dans un rôle périphérique bien connu des théoriciens de la dépendance.

Pour François Reman et Xavier Dupret, l'ambition démocratique de l'Amérique latine souffre depuis l'indépendance des nouvelles républiques des mêmes maux, c'est-à-dire la volonté des élites locales de maintenir un statu quo qui voit leurs privilèges préservés. Des forces politiques contestataires et plébéiennes tentent régulièrement, dans ce contexte particulier, d'affronter la rigidité de ces structures profondément inégalitaires quitte à mettre en œuvre un nouvel ordre démocratique de type hégémonique tel qu'appréhendé et défini par le latino-américaniste Alain Rouquié². Les deux auteurs repèrent la concurrence de deux projets démocratiques distincts au sein des pays latino-américains. Les élites traditionnelles misent sur un modèle démocratique libéral classique qui vise à protéger les libertés individuelles et à limiter le plus possible la sphère d'action de l'État aux seuls pouvoirs régaliens. Pour leur part, les classes populaires, comme dans d'autres contextes postcoloniaux, estiment que la démocratie est davantage une affaire d'accès à certains biens de consommation, à l'éducation, à la santé et au développement. Ce faisant, l'émergence, conçue comme un alignement sur les processus politiques en vigueur en Europe occidentale et en Amérique du Nord, relève plus que jamais du fantasme.

2 | Rouquié A., *Le siècle de Perón*, Seuil, Paris, 2016.

Sebastián Santander conclut ce numéro en abordant la question de l'intégration régionale à l'heure du retour des droites dans certains pays et de l'élection de Donald Trump aux États-Unis. Avec l'arrivée au pouvoir de gouvernements progressistes, il y a une quinzaine d'années, le continent a vu émerger des initiatives collectives dont la variable fédérative dominante, nous dit l'auteur, n'était plus le libéralisme économique et commercial. Toutefois, certains acteurs latino-américains ne se sont pas retrouvés dans les fondements conceptuels de ces projets et ont décidé de s'organiser pour donner naissance à des blocs régionaux alternatifs. Le bras de fer en cours autour des organisations régionales trouve sa principale illustration dans l'opposition qui met aux prises les membres de l'Alliance du Pacifique et ceux tant de l'Alba que du Mercosur. De ce point de vue, le retour de la droite au pouvoir dans certains pays pourrait favoriser l'émergence d'un agenda d'intégration régionale beaucoup plus libéral basé sur des méga-accords de libre-échange ou une formule d'intégration telle que préconisée par l'Alliance du Pacifique. Enfin, les incertitudes liées à la politique étrangère de Washington forcent les économies latino-américaines à accélérer la coopération régionale et multilatérale avec des acteurs extraterritoriaux tels que la Chine ou l'Union européenne, moins imprévisibles que les États-Unis.

Ce point reste, cependant, ouvert à discussion. L'élection du très conservateur Iván Duque à la tête de la République colombienne n'ira pas sans un rapprochement avec les États-Unis, destination du premier voyage à l'étranger du nouveau président colombien. À ce sujet, la presse de référence en Colombie signalait que le nouveau chef d'État entretiendrait une relation des plus étroites à l'avenir avec la Maison Blanche³. Dans

le même ordre d'idées, le politologue argentin Juan Gabriel Tokatlian, peu connu pour d'éventuelles sympathies de gauche radicale, faisait remarquer à un quotidien argentin de référence que Buenos Aires « avait adopté une politique extérieure chaque jour davantage alignée sur les États-Unis » depuis l'élection de Mauricio Macri à la tête de l'État⁴. À titre davantage prospectif, on mentionnera que l'actuel leader dans les sondages relatifs aux prochaines élections présidentielles au Brésil, le candidat d'extrême droite Jair Bolsonaro, a effectué, il y a quelques mois, une tournée à l'étranger qui est passée par... Taïwan⁵. La chose a, comme on pouvait s'y attendre, fortement irrité Pékin⁶.

En fin de compte, l'Amérique latine se trouve donc bel et bien à la croisée des chemins. La région, dans son ensemble, désire indéniablement continuer à s'inscrire dans le jeu de la mondialisation, mais peine à soigner des maux qui sont loin d'être uniquement conjoncturels. Au contraire, ceux-ci révèlent la fragilité des systèmes politiques et, plus fondamentalement, des modèles d'accumulation en vigueur depuis les indépendances. Ce faisant, la résistance au changement des élites traditionnelles s'exprime bien trop souvent par la défense du statu quo. Et peu importe, en définitive, qu'il s'avère générateur d'inégalités et d'instabilité à moyen terme.

Dans cette optique, un approfondissement de la relation avec Washington pourrait devenir l'orientation dominante des gouvernements issus de la vague conservatrice. Cette évolution politique, si elle vient à se confirmer, ne correspond pas à l'hypothèse d'émergence formulée il y a déjà quelques années. Presque une éternité.

4 | *La Nación*, édition mise en ligne du 31 mai 2018.

5 | *O Globo*, édition mise en ligne du 14 mars 2018.

6 | *Gazetta Do Povo*, édition mise en ligne du 9 mars 2018.

3 | *El Tiempo*, édition mise en ligne du 30 juin 2018.